DU MATÉRIALISME AU SOCIÉTAL : LE DOUBLE TROPISME DES PARTIS FRANÇAIS À L'OMBRE DE L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE

Camille Lepallec

Faculté de droit et de science politique
Université de Rennes I
camille.lepallec@proton.me

Résumé

Depuis les années 1980, les partis politiques français ont opéré un double basculement : un alignement quasi général sur le libéralisme économique et une recomposition du clivage gauche-droite autour des enjeux sociétaux, au détriment de la question sociale. Cet article défend la thèse que cette mutation n'est pas le seul fruit d'évolutions intérieures mais qu'elle a été puissamment impulsée et verrouillée par la stratégie hégémonique des États-Unis, soucieux de disloquer les solidarités de classe et de contenir toute alternative post-capitaliste en Europe. En remontant le fil des privatisations, de la guerre froide, de l'instrumentalisation de la religion et des identités, on montre comment le « sociétal » est devenu le marqueur central de la division politique en France, jusqu'à saturation et effondrement partiel sous le retour du réel matériel.

***Index Terms*—néolibéralisme, identités, tropisme politique, guerre froide, wokisme, France, États-Unis**

I. Introduction

Le paysage politique français contemporain offre un spectacle déroutant. Alors que les inégalités de patrimoine et de revenus se creusent, que les services publics sont méthodiquement dégradés, le débat public semble aspiré par des affrontements autour du genre, de la laïcité, du « wokisme » ou de l'identité nationale. Ce phénomène, souvent réduit à une « dérive sociétale » de la gauche ou à une « américanisation » des esprits, est en réalité le produit d'une double torsion structurelle qui travaille les partis français depuis plus de quarante ans : un tropisme de droite sur les questions matérielles – privatisations, libéralisation financière, austérité – et un tropisme de gauche de plus en plus centré sur les questions sociétales, au point que celles-ci ont fini par devenir le marqueur principal du clivage gauche-droite.

Cet article propose une généalogie critique de ce double tropisme. Il commence par rappeler comment la planification étatique a été liquidée au profit de l'idéologie néolibérale, dans un mouvement initié en Angleterre et aux États-Unis avant de s'imposer en France. Il montre ensuite que cette révolution économique s'est accompagnée d'une recomposition stratégique du clivage politique, orchestrée pour partie par les États-Unis, qui ont parfaitement compris qu'il fallait supplanter une réalité matérielle dégradée par une indignation de substitution. La guerre froide, la course à l'armement, l'étranglement économique de l'URSS, l'instrumentalisation de l'Islam afghan, les révolutions de couleur, puis l'exportation des guerres culturelles américaines forment la trame d'une guerre de basse intensité contre tout projet politique qui placerait l'économie au cœur de la conflictualité. La France, carrefour des influences, a vu ses identités politiques collectives se brouiller au profit d'identités individuelles de plus en plus marginales, entre 2012 et 2020, avant que la parenthèse ne se referme sous la pression des urgences sociales.

II. La liquidation de la planification et la victoire du néolibéralisme

Quand François Mitterrand est élu en 1981, il porte un programme de rupture : nationalisations, relance par la demande, contrôle des changes. Dès 1983, le tournant de la rigueur acte l'abandon de cette ligne et le ralliement à l'orthodoxie libérale. Ce virage est souvent présenté comme une contrainte extérieure – la « crise », la spéculation contre le franc. Mais il s'inscrit en réalité dans une transformation bien plus vaste : la contre-révolution néolibérale lancée par Margaret Thatcher au Royaume-Uni (1979) et Ronald Reagan aux États-Unis (1981), dont l'objectif affiché était de démanteler l'État social et de libérer les forces du marché.

En France, les grandes vagues de privatisations s'enchaînent : première loi de privatisation en 1986 (gouvernement Chirac), deuxième vague après la réélection de Mitterrand (1988), puis les privatisations d'entreprises publiques historiques sous Jospin (1997-2002) – France Télécom, Air France, Autoroutes –, enfin la loi de 2004 transformant EDF et GDF en sociétés anonymes, prélude à leur mise sur le marché. Le symbole est fort : l'infrastructure économique du pays, patiemment construite après-guerre, passe aux mains du capital financier. Cette mutation est rendue possible parce que la droite classique, mais aussi une large fraction du Parti socialiste, font du réalisme économique le fondement de leur offre

politique. Le tropisme de droite sur les questions matérielles devient ainsi un invariant qui traverse tout le spectre des partis de gouvernement.

Derrière ces politiques, il y a une logique structurelle du capitalisme en crise terminale. Comme l'analyse Marx, la baisse tendancielle du taux de profit pousse le capital à chercher sans cesse de nouvelles sphères de valorisation. Lorsque la rentabilité industrielle s'essouffle, le capital se déplace vers la sphère financière, où la valeur se présente comme pur produit spéculatif, déconnectée de la production réelle. Les privatisations ne sont donc pas seulement un choix idéologique : elles sont la réponse organique du capital à sa propre asphyxie, une façon de coloniser de nouveaux actifs pour maintenir le cycle d'accumulation.

III. Le basculement du clivage gauche-droite : du social au sociétal

À mesure que la gauche gouvernementale épouse la logique libérale, elle doit se redéfinir. Comment justifier son existence sans différence matérielle tangible ? La réponse a été un déplacement progressif de son centre de gravité vers les questions de société : antiracisme, féminisme, droits des minorités, puis, à partir des années 2010, les théories du genre et l'intersectionnalité. Ces combats ne sont pas illégitimes en eux-mêmes, mais leur fonction dans l'économie politique du clivage partisan change de nature : ils deviennent le substitut d'un affrontement de classe devenu impossible au sein du consensus néolibéral.

Ce tropisme de gauche sociétal, contrairement au tropisme économique droitier, n'a pas progressé de manière linéaire. Il a connu des accélérations au gré des mobilisations sociales (mariage pour tous en 2013) et des importations intellectuelles en provenance des campus nord-américains. Mais il a abouti au même résultat : la construction d'une offre politique de gauche qui ne touche plus aux structures économiques, mais promet des avancées dans la sphère des droits individuels et symboliques. Cette reconfiguration a été délibérément encouragée par les États-Unis, pour qui la France, comme la majorité des pays de l'Union européenne, avait du mal à trouver une question qui divise, isole et surtout génère assez d'indignation pour supplanter une réalité matérielle qui se dégrade.

IV. LA STRATÉGIE AMÉRICAINE : ÉTRANGLER L'URSS, DISLOQUER LES CLASSES

Pour comprendre comment un tel déplacement a été possible, il faut remonter le fil de la politique étrangère américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Dès 1945, l'objectif central des États-Unis est d'empêcher l'Union soviétique de tirer un bénéfice politique de sa victoire contre le nazisme. L'URSS sort exsangue du conflit : 27 millions de morts, des infrastructures détruites sur des milliers de kilomètres. Stalingrad, véritable *boss final* des armées européennes, a scellé le sort de l'Allemagne hitlérienne. Cette gloire militaire est insupportable pour les dirigeants américains, qui redoutent que le capital sympathie soviétique ne fasse basculer l'Europe dans la sphère communiste.

L'entrée en guerre des États-Unis est elle-même entachée d'une zone d'ombre. Le bombardement de Pearl Harbor en décembre 1941 est présenté comme une agression non provoquée. Pourtant, il est désormais établi que les États-Unis avaient imposé au Japon un embargo pétrolier draconien en juillet 1941, étouffant son économie et rendant une riposte militaire presque inévitable. La base de Pearl Harbor, curieusement vide de ses porte-avions le jour de l'attaque, offre le prétexte parfait pour entrer en guerre. Rien ne prouve formellement l'opération sous faux drapeau, mais la séquence relève d'une provocation calculée.

Le débarquement du 6 juin 1944 a été planifié dans le plus grand secret. La rupture des codes Enigma par les mathématiciens de Bletchley Park, dont Alan Turing, permit de décrypter les communications allemandes dès 1941-1942. Pourtant, cette capacité ne fut jamais partagée avec l'allié soviétique. La raison, souvent tue, est double : d'une part, le secret d'Enigma devait être absolument préservé pour garantir le succès du Débarquement ; d'autre part, en informer l'URSS aurait pu accélérer son avancée sur le front de l'Est et lui épargner des pertes colossales, ce qui n'était pas souhaité. Il fallait que la Russie saigne suffisamment pour ne pas pouvoir capitaliser politiquement sur sa victoire.

Après-guerre, la stratégie d'étranglement de la Russie se systématise. L'URSS est exclue du Plan Marshall (1948). Elle doit se contenter de réparations prélevées sur l'Allemagne orientale – démontage d'usines, saisies de biens d'équipement, dont la valeur est estimée à environ 10 milliards de dollars de l'époque – alors que l'Europe de l'Ouest reçoit 13 milliards de dollars de dons et de prêts. Les sanctions américaines contre l'URSS deviennent une constante : elles sont féroces, arbitraires et imprévisibles, conçues pour empêcher toute constitution de stocks stratégiques. En parallèle, la course à l'armement oblige Moscou à consacrer une part disproportionnée de son PIB à la défense, transformant de facto son économie en économie de guerre.

L'épisode de la Baie des Cochons (1961) et surtout la crise des missiles de Cuba (1962) illustrent cette pression militaire continue. Le blocus naval américain pousse l'URSS au bord du gouffre et lui rappelle sa vulnérabilité. À l'intérieur, la population manque de nourriture, de vêtements, de biens de première nécessité. La guerre d'usure porte ses fruits : à bout de souffle, l'URSS de Gorbatchev tente un virage libéral (perestroïka), ouvre une large part de son économie au libre-échange, et finit par se dissoudre en 1991.

V. L'INSTRUMENTALISATION DE LA RELIGION : L'AFGHANISTAN COMME LABORATOIRE

Dès la fin des années 1970, les États-Unis ajoutent une arme à leur arsenal : l'instrumentalisation de la religion. En Afghanistan, pour piéger l'URSS dans un « Vietnam soviétique », la CIA organise l'opération Cyclone. Des milliards de dollars sont injectés via les services pakistanais pour armer, financer et endoctriner des moudjahidines recrutés dans les écoles coraniques. Des théologiens radicaux, en désaccord dogmatique avec d'autres courants de l'islam, sont rapidement ralliés à la cause par des liasses de dollars ou de brutales démonstrations de force.

Cette instrumentalisation guerrière de la religion possède déjà toutes les caractéristiques de ce que l'on appellera plus tard les « révolutions colorées » ou les « printemps arabes ». La méthode est rodée : créer ou amplifier un foyer de contestation identitaire, le saturer de propagande (livres religieux, récits diabolisant l'Occident pour mobiliser, ou au contraire récits pro-américains pour orienter les factions), et transformer l'hostilité locale en guerre par procuration. L'Afghanistan devient une plaque tournante de trafics : drogues dures, armes, et bien sûr idéologie. La guerre par proxy en Ukraine, à partir de 2014 et plus encore après 2022, réplique ce schéma : saturation de l'espace informationnel, financement de milices, sanctions aléatoires contre la Russie, tout est fait pour entraîner l'adversaire dans un conflit long et coûteux qui érode son économie et son moral.

Le concept même de « neutralité » a été tordu par les États-Unis pour servir cette stratégie. Historiquement, la neutralité était le privilège de quelques États capables de se tenir à l'écart. Mais les États-Unis, à mesure qu'ils étendaient leur hégémonie, ont imposé une doctrine manichéenne : qui n'est pas avec nous est contre nous. Le Mouvement des non-alignés, fondé à Belgrade en 1961, tenta de maintenir une troisième voie. Mais la pression américaine rendit toute neutralité suspecte, sauf quand elle servait leurs intérêts. Un rapport ambigu, qui changeait au gré de l'agenda stratégique, permit de tour à tour tolérer puis criminaliser les positions neutres, comme on le vit avec la Yougoslavie, l'Inde, ou plus tard la Suisse.

VI. L'IMPORTATION DES GUERRES CULTURELLES EN FRANCE

La chute de l'URSS laisse les États-Unis sans ennemi systémique déclaré, mais la logique de guerre de basse intensité ne disparaît pas. Elle se reconfigure autour d'un nouvel objectif : empêcher la résurgence de toute alternative politique fondée sur la lutte des classes en Occident. L'Europe, et la France en particulier, sont des cibles de choix, car leurs traditions de gauche demeurent vivaces.

La méthode est désormais culturelle. Les États-Unis exportent leurs propres clivages domestiques, forgés après les droits civiques des années 1960 et exacerbés par la révolution Reagan. Le multiculturalisme, les *identity politics*, puis le « wokisme » sont diffusés via les universités, les fondations philanthropiques, les médias sociaux. L'idée est de fragmenter le « peuple » en une myriade de communautés définies par l'identité de genre, la couleur de peau, l'orientation sexuelle, et de remplacer l'identification de classe par une logique d'appartenance micro-identitaire. Ce faisant, on atomise les solidarités horizontales et on rend impossible toute coalition majoritaire contre le capital.

En France, ce processus atteint son apogée entre 2012 et 2020. La théorie du genre, née dans les campus américains, est importée et présentée non pas comme une hypothèse de travail parmi d'autres, mais comme une vérité révélée, une grille de lecture exclusive du monde social. Le constructionnisme radical devient la doxa universitaire. Quiconque émet une réserve, envisage une interaction entre biologique et social, ou simplement pose une question épistémologique, est aussitôt taxé de transphobie ou de réactionnaire. Cette atmosphère crée une tension artificielle qui colonise la sphère intime et occupe tout l'espace médiatique.

Les conséquences sont profondes. Les élections présidentielles de 2017 et 2022 voient les questions économiques et sociales reléguées au second plan, derrière les polémiques sur le voile, l'écriture inclusive, la *cancel culture* ou le prétendu « grand remplacement ». Les partis de droite comme de gauche jouent ce jeu : la droite identitaire surfe sur le ressentiment anti-woke, la gauche radicale brandit l'étendard des minorités. Dans les deux cas, le capital néolibéral respire : la redistribution n'est plus à l'ordre du jour.

Comparaison internationale : le même phénomène s'observe dans la plupart des démocraties occidentales. Au Royaume-Uni, le débat sur les droits des transgenres déchire le Labour ; en Allemagne, la question migratoire phagocyte l'agenda ; aux Pays-Bas, les partis libertariens en font un marqueur absolu. Mais en France, le brouillage est particulièrement spectaculaire car le pays disposait encore de syndicats puissants et d'une culture de confrontation sociale très ancrée. L'offensive culturelle américaine a réussi, un temps, à stériliser cette tradition contestataire en la fragmentant.

VII. LA PARENTHÈSE REFERMÉE ? LE RETOUR DU MATÉRIEL ET LA MORT DU « WOKE »

L'artificialité du débat sociétal portait en elle-même sa propre fragilité. Une construction purement langagière ne peut durablement contenir la pression du réel matériel. Le mouvement des Gilets jaunes (2018-2019) fut le symptôme le plus éclatant de ce retour du refoulé économique. Parti d'une taxe sur le carburant, il a révélé une fracture territoriale et sociale béante que des années de controverses identitaires n'avaient fait que masquer. Ce fut un réveil brutal, et bien qu'il n'ait pas débouché sur une traduction politique immédiate, il a fissuré l'hégémonie du discours sociétal.

Par ailleurs, le « woke » comme phénomène de mode intellectuelle et militante a commencé à refluer. Les excès du *cancel culture*, l'infantilisation des débats, les contradictions

internes (défense des minorités sexuelles d'un côté, complaisance envers des courants religieux conservateurs de l'autre) ont lassé une partie de l'opinion. Les universités elles-mêmes, non sans mal, réintègrent des approches plus nuancées de la question du genre, reconnaissant qu'elle peut être abordée comme une réalité déterminée d'abord par le biologique, mais que chaque société la revêt de formes symboliques et de constructions sociales spécifiques. Cette position intellectuelle, qui fut un temps présentée comme transphobe, redevient audible.

Ainsi, autour de 2020-2025, le paysage idéologique se recompose. La parenthèse de la toute-puissance du registre sociétal se referme, non parce qu'il a disparu, mais parce qu'il retourne à une place plus modeste dans l'espace des clivages politiques. La crise inflationniste, la guerre en Ukraine, la transition écologique imposent de nouveau un affrontement sur l'économie et la répartition des richesses. La question centrale redevient : comment produire, comment partager, comment habiter la planète ?

VIII. CONCLUSION : POUR UNE POLITIQUE DE LA TOTALITÉ

Le double tropisme des partis politiques français – matérialisme de droite et sociétal de gauche – n'a donc rien d'une fatalité naturelle. Il a été construit, verrouillé et entretenu par une conjonction d'intérêts entre le capital financier en quête de valorisation et une puissance hégémonique soucieuse de neutraliser toute contestation structurelle. La liquidation de la planification, la privatisation massive, l'intégration dans la mondialisation néolibérale ont rendu le terrain économique politiquement stérile pour la gauche de gouvernement, qui s'est alors réfugiée dans la défense des identités individuelles. Cette substitution a été accélérée par l'importation active des guerres culturelles américaines, conçues précisément pour atomiser le tissu social et éteindre les solidarités de classe.

La séquence 2012-2020 restera comme l'acmé de cette dérive : un brouillage complet des identités politiques collectives, une hystérisation des débats micro-identitaires, et une quasi-disparition de la question sociale du débat public. Mais la parenthèse se referme. Le retour de l'inflation, de la précarité énergétique et des conflits géopolitiques violents remet l'économie au centre. Aux forces politiques qui voudront incarner une alternative de gauche, il revient de dépasser le piège du double tropisme, en réarticulant le social et le sociétal, le matériel et l'intime, non pas comme deux domaines séparés, mais comme les deux faces d'un même combat pour l'émancipation humaine. Cela suppose de tirer les leçons de l'histoire et de refuser, une fois pour toutes, que l'intime serve d'alibi à l'abandon du juste.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne prétend pas à l'exhaustivité. Elle propose des points d'appui critiques pour penser la double torsion qui affecte le champ politique français depuis quarante ans : un tropisme de droite sur les questions matérielles et un tropisme de gauche toujours plus affirmé sur le registre sociétal. Les ouvrages sont regroupés en six thématiques complémentaires.

A. LE TOURNANT NÉOLIBÉRAL EN FRANCE ET LES PRIVATISATIONS

— **B. Amable**, *La résistible ascension du néo-libéralisme : la transformation du capitalisme français*, La Découverte, 2021.
Annotation : Montre que le néolibéralisme hexagonal n'est pas une simple importation anglo-saxonne mais le produit d'une recomposition interne des élites, avec les privatisations comme levier.

— **F. Denord**, *Le néo-libéralisme à la française : histoire d'une idéologie politique*, Agone, 2016.
Annotation : Généalogie de l'idéologie néolibérale en France depuis les années 1930 jusqu'à sa conquête des partis de gouvernement dans les années 1980.

— **P. Lascoumes**, *Une démocratie corruptible : arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts*, Seuil, 2021.
Annotation : Décrit le dévoiement de l'État lors des grandes vagues de privatisations, bien que centré sur la corruption.

— **M. Margairaz**, *La France, l'Allemagne et leurs banques centrales (1973-1992)*, Albin Michel, 2015.
Annotation : Analyse la contrainte monétaire et financière qui a verrouillé les choix économiques français, forçant le tournant de la rigueur de 1983.

B. LA GAUCHE FRANÇAISE FACE À L'ABANDON DU SOCIAL ET LA TENTATION SOCIÉTALE

— **S. Halimi**, *Le grand bond en arrière : comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Fayard, 2006 (rééd. Agone).
Annotation : Explique comment la gauche française, comme ailleurs, a capitulé sur l'économie et s'est réfugiée dans le « sociétal » pour garder une base électorale.

— **J.-C. Michéa**, *Les mystères de la gauche : de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu*, Flammarion, 2013.
Annotation : Thèse d'une gauche qui, ayant trahi les classes populaires sur le terrain économique, compense par un progressisme culturel souvent déconnecté.

— **É. Fassin**, *Gauche, l'avenir d'une désillusion*, Textuel, 2014.
Annotation : Critique interne de la manière dont la gauche a fait du sociétal son identité, parfois au détriment de la justice sociale.

— **J.-P. Le Goff**, *La gauche à l'agonie : 1968-2017*, Perrin, 2017.
Annotation : Chronique du basculement d'une gauche structurée par le mouvement ouvrier vers une gauche post-matérialiste et fragmentée.

— **P. Corcuff**, *Les grands penseurs de la politique*, Armand Colin, 2005.
Annotation : Synthèse utile pour situer le passage du marxisme aux « nouveaux mouvements sociaux » et à la galaxie identitaire.

C. GUERRES CULTURELLES, WOKISME ET IMPORTATION DES MODÈLES AMÉRICAINS

— **S. François**, *L'occultisme nazi : entre la SS et l'ésotérisme*, CNRS, 2020.
Annotation : Plus spécialisé, mais son approche méthodologique des transferts culturels est transposable aux guerres culturelles.

— **P.-A. Taguieff**, *Les contre-réactionnaires : le progressisme entre illusion et imposture*, Denoël, 2007.
Annotation : Analyse le retournement du progressisme en dogmatisme identitaire et sa pénétration dans la gauche française.

— **N. Heinich**, *Ce que le militantisme fait à la recherche*, Gallimard, 2021.
Annotation : Montre comment l'importation des *cultural studies* américaines a modifié les codes universitaires et médiatiques français, avec des effets politiques directs.

— **J. Birnbaum**, *La religion des faibles : ce que le djihadisme dit de nous*, Seuil, 2018.
Annotation : Utile pour penser, par analogie, comment une offre identitaire radicale peut capter des publics en perte de repères matériels.

— **M. Lilla**, *La gauche identitaire : la fin de l'avenir*, Stock, 2018.
Annotation : Regard américain influent sur la façon dont la gauche a troqué l'universel contre les identités segmentées.

D. STRATÉGIE AMÉRICAINE, GUERRE FROIDE ET INSTRUMENTALISATION DES IDENTITÉS

— **W. Blum**, *Les guerres scélérates : comment les États-Unis ont trahi le monde*, Parangon, 2004.
Annotation : Recense les opérations de déstabilisation américaines, de la guerre froide aux guerres culturelles, avec une attention aux opérations de propagande.

— **N. Chomsky et E. Herman**, *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Agone, 2008.

Annotation : Mécanismes par lesquels l'opinion publique est formatée pour accepter les priorités impériales, y compris en Europe.

— **V. Bevins**, *La méthode Jakarta : la croisade anticommuniste de Washington et le programme d'extermination de masse qui a modelé notre monde*, Les Arènes, 2022.
Annotation : Montre comment, après 1965, les États-Unis ont systématisé l'élimination des gauches matérialistes, avec des répercussions culturelles indirectes.

— **O. A. Westad**, *La guerre froide globale : le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS, 1944-1991*, Seuil, 2007.
Annotation : Analyse la dimension idéologique de la guerre froide, notamment l'instrumentalisation de l'Islam et des identités ethniques.

— **R. Huret**, *Les États-Unis et le monde depuis 1945*, Armand Colin, 2019.
Annotation : Met en lumière la construction de l'hégémonie américaine et ses relais culturels en Europe.

E. Recomposition du clivage gauche-droite et retour du matériel en France

— **G. Grunberg et Z. Laïdi**, *Sortir du pessimisme social : un diagnostic et des propositions*, Presses de Sciences Po, 2022.
Annotation : Propose une analyse de la demande sociale de protection matérielle, que la gauche a ignorée au profit de combats sociétaux.

— **L. Rouban**, *Les raisons de la défiance*, Presses de Sciences Po, 2020.
Annotation : Met en évidence la fracture entre les élites progressistes culturelles et les classes populaires préoccupées par les questions matérielles.

— **J. Cagé et T. Piketty**, *Une histoire du conflit politique : élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Seuil, 2023.
Annotation : Montre par les données électorales que le vote de classe a cédé la place à un vote identitaire, et comment le clivage matériel tente de revenir au premier plan.

— **C. Ridel**, *La bataille du siècle : stratégie d'action pour la gauche*, Les Petits matins, 2019.
Annotation : Plaide pour une gauche qui réarticule justice sociale et émancipation individuelle, dépassant le piège du double tropisme.

F. Pour une perspective plus large sur l'intime comme alibi du renoncement économique

— **M. Chollet**, *Beauté fatale : les nouveaux visages d'une aliénation féminine*, La Découverte, 2012.
Annotation : Illustre comment la focalisation sur l'intime peut coexister avec le désinvestissement des questions salariales et redistributives.

— **N. Fraser**, *Le capitalisme cannibale*, La Découverte, 2023.
Annotation : L'autrice montre comment le capitalisme absorbe les luttes identitaires pour mieux contourner les revendications économiques.

— **F. Cusset**, *French Theory : Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, La Découverte, 2003.
Annotation : Indispensable pour comprendre comment des concepts français ont migré vers les campus américains, puis sont revenus en Europe sous une forme culturaliste radicale, alimentant le tropisme sociétal.